

En dépit des avancées sur le statut des enseignants-chercheurs, il n'y aura pas de sortie de crise sans un report de la réforme de la formation des enseignants

La forte mobilisation de la communauté universitaire porte sur un ensemble de dossiers qui ne peuvent aboutir à des solutions partielles. En participant aux récentes négociations sur le statut des enseignants-chercheurs, Sup'Recherche a choisi de travailler dossier après dossier. Il s'agit là d'un choix d'efficacité : un choix difficile eu égard aux tensions actuelles, mais un choix responsable.

Les avancées significatives obtenues de la part de la Ministre quant au statut des enseignants-chercheurs valident cette stratégie. L'ouverture de négociations sur le contrat doctoral, ce mardi 10 mars, ou l'annonce d'un examen du modèle de répartition des moyens entre les universités par un prochain CNESER vont dans le même sens. Mais notre participation aux négociations ne nous empêche pas de garder nos positions sur la globalité des dossiers en cours, ni de rester mobilisés tant que nous n'obtiendrons pas de solutions satisfaisantes sur l'ensemble des questions.

L'un des problèmes les plus graves du moment concerne la réforme de la formation des enseignants. Les dernières initiatives ministérielles ne répondent en rien aux demandes que nous faisons depuis des mois. Au contraire, en donnant l'impression de manœuvres dilatoires, la lettre des deux ministres à la CPU risque d'accroître davantage l'exaspération des universitaires.

Nous demandons encore une fois le retrait immédiat du projet de réforme en l'état et le maintien du système actuel de recrutement pendant une année supplémentaire, afin de permettre une remise à plat complète de cette réforme, en y associant tous ceux qui y sont intéressés. Il s'agira en particulier de préserver le capital de compétences que représentent les IUFM et leurs antennes, dans une logique de mutualisation, et de bâtir une formation garantissant à la fois la qualité de la formation académique et une réelle alternance professionnelle.

Nous nous adressons solennellement à Valérie Pécresse et Xavier Darcos pour leur demander de rencontrer, ensemble et au plus vite, les organisations représentatives afin d'engager une véritable négociation sur ce dossier.

Contacts presse :

Yves Markowicz - Yves.Markowicz@ujf-grenoble.fr - 06 82 84 36 43
Christine Roland-Lévy - Christine.Roland-Levy@univ-reims.fr
(co-secrétaires Généraux Sup'Recherche-UNSA)